



Edouard Geffray, le « techno » qui doit se muer en politique

Le ministre de l'éducation doit livrer prochainement ses très attendus premiers arbitrages

Le 22 octobre, alors que le grand public entend pour la première fois la voix du nouveau ministre de l'éducation nationale, Edouard Geffray frappe d'emblée les esprits en jugeant la situation de l'école «*extrêmement inquiétante*» lors d'un entretien sur France Inter. «*En tant que ministre, j'ai un devoir de lucidité*», justifie-t-il au *Monde*. Ces premières déclarations signent le changement de posture de ce haut fonctionnaire, qui fut le numéro deux du ministère durant cinq ans (2019-2024) en tant que directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesc), propulsé numéro un dans le sillage de l'arrivée de Sébastien Lecornu à Matignon, le 12 octobre. «*Un fonctionnaire, ça ne s'appartient pas. Son lieu d'exercice, c'est le bureau du ministre, pas la place publique*», défend-il.

Après de premiers pas prudents dans ses nouvelles fonctions, Edouard Geffray doit désormais tracer sa ligne politique, qui se traduira dans les premiers arbitrages qu'il lui revient de rendre, d'ici la fin décembre, pour préparer la rentrée de 2026. Le chantier va du budget au devenir des «groupes de besoins» au collège, en passant par des mesures pour les collèges les plus en difficulté.

Un premier rôle dont il n'est pas coutumier. Dans le contexte politique actuel, le premier ministre l'a choisi pour ses compétences techniques et non pour son poids politique. «*Il ne fallait pas quelqu'un qui ait une assise politique trop importante pour ne pas réclamer des arbitrages budgétaires, mais quelqu'un qui connaisse très*

bien l'éducation nationale pour faire tourner la machine», résume Elisabeth Allain-Moreno, du syndicat des enseignants SE-UNSA. Le haut fonctionnaire cochant ainsi les cases, à commencer par celle d'être opérationnel dès sa nomination, en pleine période de discussion budgétaire.

«*Cela ne pouvait être que lui*», abonde un ancien recteur, évoquant également sa proximité avec le chef de l'Etat : Edouard Geffray fait partie de la promotion qui suit celle d'Emmanuel Macron à l'Ecole nationale d'administration (ENA).

Dans la galerie de portraits des ministres de l'éducation nationale, sa photo rejoindra ainsi les six locataires de la Rue de Grenelle qui l'ont déjà précédé depuis 2022, dont cinq qu'il a servis en tant que Dgesc, entre 2019 et 2024 : Jean-Michel Blanquer, Pap Ndiaye, Gabriel Attal, Amélie Oudéa-Castéra et Nicole Belloubet.

Passionné de légistique

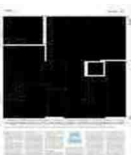
L'énarque, unanimement décrit comme «*brillant*» et «*extrêmement travailleur*», n'a pas le parcours traditionnel des hauts fonctionnaires de l'éducation nationale, dont les carrières se construisent le plus souvent en interne. Ce passionné de légistique, capable de faire l'exégèse d'un édit de 1315 de Louis X le Hutin, rejoint le conseil d'Etat à sa sortie de l'ENA, en 2005, puis travaille à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, de 2012 à 2017, avant de devenir directeur de cabinet de François Bayrou au ministère de la justice.

Lui qui n'a pas la connaissance du terrain s'attache aux sujets éducatifs lorsque Jean-Michel Blanquer le nomme directeur général des ressources humaines du ministère de l'éducation nationale en 2017, puis Dgesc en 2019. Cette expérience à la tête des deux plus grosses directions du ministère constitue un «*atout*», estime Jean-Michel Blanquer. «*Il a une connaissance intime des réformes qu'il a eu lui-même à gérer*», estime l'ancien ministre.

Ses sept années à la tête des deux plus grosses directions générales du ministère ont surtout scellé son image d'«*archétype du haut fonctionnaire*», dont chacun loue la «*loyauté parfaite*», quitte à assumer et à justifier tous les revirements, et à défaire les réformes qu'il avait engagées précédemment. «*Quand je suis arrivé, beaucoup pensaient que j'allais le remercier, car il était très associé à Jean-Michel Blanquer, mais je l'ai maintenu à son poste. Ceux qui nous connaissent savent que l'on s'entendrait bien et ils avaient raison*», affirme Pap Ndiaye, ministre de mai 2022 à juillet 2023.

Son nom reste ainsi associé au bilan des deux quinquennats d'Emmanuel Macron. Deux réformes portent particulièrement sa patte, selon les acteurs éducatifs : la réforme du lycée et du baccalauréat de Jean-Michel Blanquer, qu'il a été amené à faire évoluer presque chaque année depuis 2019, et les groupes de besoins. Edouard Geffray avait fait partie des quatre experts missionnés par Gabriel Attal pour dessiner son «*choc des savoirs*». «*Chez les enseignants, il*





est associé à ces deux réformes fortement rejetées. C'est un peu comme le sparadrap du capitaine Haddock, il va avoir du mal à se défaire de cette image», souligne Sophie Vénétitay, secrétaire générale du SNES-FSU.

Les organisations syndicales gardent également un souvenir amer de ses années à la Dgesco. « Il n'a pas fait vivre le dialogue social à ce poste, cingle Elisabeth Allain-Moreno. Il était le bon élève du ministère, parfois même zélé, à écrire, voire à publier, des textes avant qu'on les ait discutés ! » Un passif dont le nouveau membre du gouvernement tente de se départir. « Passer de serviteur de cinq ministres à ministre, c'est complètement différent », plaide-t-il. Devant les députés, il a ainsi déclaré ne pas se sentir « lié outre mesure par ce [qu'il a] pu faire en tant que serviteur de l'Etat ».

Quelle est alors sa vision des politiques éducatives ? Parmi les personnes interrogées, chacun s'avoue « bien incapable de le dire ». « C'est un caméléon qui servira l'Etat jusqu'au bout », affirme, critique, un inspecteur général, sous le couvert de l'anonymat.

A la tête du ministère, Edouard Geffray s'emploie à définir une méthode qui dessine en creux une critique de ses prédécesseurs. « Il n'y aura pas d'annonces tout le temps et elles ne seront pas présentées d'abord dans la presse », expose celui qui veut prendre « peu de décisions », mais « réfléchies et concertées ». Edouard Geffray « apparaît plus libre en tant que ministre qu'en tant que Dgesco », pointe Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du syndicat de chefs d'établissement SNPDEN-UNSA, qui reste circonspect.

Enjeu de la démographie

Du reste, Edouard Geffray tente de casser la raideur de sa réputation et vante le dialogue social. Il se sait

attendu pour apaiser les relations après deux années d'instabilité gouvernementale inédite. « Ce n'est plus possible de demander aux équipes au mois de décembre de préparer pour l'année prochaine une rentrée différente de celle qu'ils viennent de faire », insiste-t-il.

A l'issue de ce premier mois, les syndicats apprécient sa connaissance de l'institution, sa maîtrise des dossiers et sa capacité à fournir rapidement des réponses, sans fiches, voire sans conseiller. « Nous avons, pour la première fois depuis 2022, un ministre normal. Le contraste est saisissant avec ses prédécesseurs, à qui il fallait tout réexpliquer », observe Sophie Vénétitay.

Prudent, le nouveau ministre tente aussi d'anticiper d'éventuels faux pas. Avec en tête le tollé provoqué par sa prédécesseuse Amélie Oudéa-Castéra, il a voulu déminer une éventuelle polémique sur la scolarisation de ses enfants dans l'enseignement privé sous contrat. Sans se justifier sur le fond sur un sujet qu'il estime relever de la vie privée, le ministre, catholique, a pris les devants sur BFM-TV avant que Mediapart ne divulgue l'information.

Sur le fond, son idée phare consiste à se focaliser sur les 15 % de collèves qui représentent 40 % de la difficulté scolaire, soit environ 800 établissements. Le ministre va demander aux recteurs de concentrer les moyens, notamment en personnel médico-social, sur ces établissements. Plus inattendu, l'ancien Dgesco souhaite surtout mettre au cœur du débat politique l'enjeu de la démographie scolaire, qui le préoccupe depuis plus de dix ans. « Je travaille autant pour l'élève de terminale qui passe son bac cette année que pour l'enfant qui vient de naître », clame

celui qui, paradoxalement au regard de sa durée de vie incertaine en tant que ministre, parle autant de 2045 que de 2026. D'ici à vingt

ans, explique-t-il régulièrement en dessinant des schémas pour ses interlocuteurs, la France aura perdu 2 millions d'élèves, soit 20 % de ses effectifs. Un phénomène qui va engager une reconfiguration majeure du système éducatif et des choix politiques. « Je m'autorise à poser des problématiques qui me dépassent et dépasseront mes successeurs. Je ne sais pas si l'on a souvent ce luxe », défend-il.

Au regard de son faible poids politique, de la précarité du gouvernement et de la contrainte budgétaire, chacun s'interroge cependant sur ses marges de manœuvre. « Sur le budget 2026, il est dans la même posture qu'un Dgesco : il fera avec ce qu'il aura, alors que le défi d'un ministre, c'est d'obtenir davantage », pointe M^{me} Allain-Moreno. « Nous avons besoin de signaux à court terme, et je ne suis pas sûre qu'il soit en mesure de les donner », doute aussi M^{me} Vénétitay.

Pour de nombreux observateurs, la nomination d'Edouard Geffray est emblématique d'une période d'atonie qui s'ouvre à la tête de l'éducation nationale. Un cadre le résume : « Il a été nommé pour piloter au mieux l'éducation nationale le temps où il sera là, dans le meilleur des cas jusqu'en 2027. » Soit jusqu'au prochain moment de redéfinition politique que constituera l'élection présidentielle. ■

SYLVIE LECHERBONNIER
ET ÉLÉA POMMIERS

**Son nom
reste associé
aux réformes
du lycée et du
baccalauréat
de Jean-Michel
Blanquer**





Edouard Geffray, ministre de l'éducation nationale, à Paris, le 7 novembre. ÉRIC TSCHAEN/RÉA

